

OBJECTIF PARITÉ

**Comment parvenir à l'égalité de représentation des femmes
et des hommes en politique**

Mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens
Par Pascale Navarro

Dans le cadre de la consultation
Sur la place des femmes en politique

7 décembre 2017

Présentation

Je suis journaliste de métier, mais auteure aussi de plusieurs livres sur la condition féminine, de centaines de chroniques, entrevues et analyses en la matière. En 2010, j'ai publié un essai, *Les femmes en politique changent-elles le monde?* pour lequel j'ai interviewé plus d'une vingtaine de politiciennes sur les raisons qui les ont poussées à faire de la politique. J'ai également publié en 2015 un essai appelé *Femmes et pouvoir : les changements nécessaires, Plaidoyer pour la parité*, dans lequel j'analyse la résistance à l'égalité de représentation. Au cours des 10 dernières années, j'ai rencontré des centaines de femmes, avec qui j'ai échangé sur leur rapport à la politique, et cela me permet, en plus de mon travail au sein du Conseil d'administration du Groupe femmes politique et démocratie de tirer un certain nombre de conclusions sur le sujet.

LE DIAGNOSTIC

Au Québec, 27,2 % de femmes ont été élues députées à l'élection de 2014. Ce taux a aujourd'hui grimpé à 29,6 %. Au moment où je vous parle, nous sommes à égalité avec le Népal, soit au 48^e rang du classement mondial du nombre de femmes dans les parlements¹, derrière des pays comme le Soudan, l'Angola, l'Éthiopie, l'Argentine, le Nicaragua, Cuba, l'Afrique du Sud, les pays de la Scandinavie, la France et le Royaume-Uni. Le pourcentage de femmes députées au Québec est inférieur à bien des pays, dont certains ont réussi à augmenter dans la zone paritaire, voire jusqu'à parts égales le nombre de femmes et d'hommes député.e.s. Cela parfois même sans que les citoyennes de ces pays ne vivent dans une société où l'égalité de droit est acquise.

Étonnamment, pendant que nous faisons envie à beaucoup de femmes pour la liberté que nous, citoyennes, exerçons dans notre pays, celle de rejoindre les cercles de pouvoir nous encore très difficile.

Pourquoi si peu de femmes en politique?

Cette question revient élection après élection. Alors que les femmes s'impliquent dans leurs milieux, dans l'action communautaire, dans les groupes associatifs, qu'elles réussissent brillamment leurs études et leurs carrières, elles démontrent qu'elles sont intéressées par l'engagement citoyen, ambitieuses et fortement scolarisées². Mais en politique, on les dit pourtant difficiles à recruter.

Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer ce soi-disant désintérêt : dans les entrevues que j'ai menées, celle de l'éloignement de la famille revient régulièrement, tout comme le refus de s'exposer aux médias, ou encore d'adhérer à une vision agressive du pouvoir. Ce sont quelques-uns des facteurs qui expliqueraient leur peu d'attrait pour la vie politique. Elles disent aussi qu'elles ne sentent pas assez qualifiées ou compétentes

¹ Union interparlementaire, « Données comparatives par pays », chiffres mis à jour le 17 octobre 2017 <http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>

² Conseil du statut de la femme, Portrait des Québécoises en 8 temps, 2015.

pour occuper des postes politiques. Je citerai plus loin les études qui traitent de ces questions.

La famille, la peur d'être incompetentes, l'hésitation à s'exposer.

Est-ce que ces sont les seules raisons? Peut-être aurait-on intérêt à regarder les choses autrement.

La responsabilité des femmes ou de la société?

Dans tous les secteurs d'emplois, sur les bancs des universités, les femmes ne cessent de faire les preuves de leur désir de s'accomplir et de s'impliquer soit dans le travail, la vie associative et communautaire, leur carrière, leur création. Elles démontrent également leurs capacités intellectuelles et sociales, leur excellence et leurs expertises. Que les femmes soient aussi compétentes que les hommes dans tous les domaines ne fait plus l'ombre d'un doute.

Il faut donc reformuler l'équation selon laquelle il revient aux femmes de se préparer, de faire preuve d'audace, et de s'outiller, pour se présenter en politique. Cette partie-là, celle des obstacles liés à la responsabilité des femmes elles-mêmes, est traitée depuis plusieurs années : les femmes s'instruisent, se forment à la vie politique, soutenues par le travail assidu et rigoureux du Groupe femmes politique et démocratie. Un travail qui doit continuer car il contribue à l'implication politique des femmes.

Mais désormais, il faut ajouter un élément crucial dans l'équation : la responsabilité du gouvernement, de la classe politique, des partis. Car malgré tous les succès professionnels que vivent les femmes, la politique ne parvient toujours pas à les intégrer dans les sphères où se prennent des décisions capitales, un lieu essentiel qu'elles devraient occuper à parts égales avec les hommes.

Il faut donc changer de point de vue : le fardeau de la preuve n'est plus sur les femmes, qui travaillent fort à se préparer, s'équiper. Elles font leur part. À vous maintenant de faire la vôtre.

Ce n'est plus à elles de démontrer leurs capacités et leurs compétences pour être élues et faire de la politique, c'est à vous, partis et classe politiques, parlementaires, à agir pour que les femmes soient dans vos rangs. C'est votre responsabilité, je dirais même que c'est votre obligation. En 2018, ce n'est plus possible de réduire le problème de la sous-représentation des femmes à leur manque d'ambition ou à leur incompétence.

À obstacles systémiques, solution systémique

Voici pourquoi et comment s'explique cette responsabilité.

Commençons par décrire le système dans lequel nous vivons. Les femmes héritent d'une socialisation millénaire qui a laissé des traces. Encore prégnants dans le rôle social des femmes, le réflexe de laisser les autres parler en leur nom.

Pendant ce temps, la politique a été modelée par les hommes formés à se projeter dans des rôles de leaders, de décideurs, de législateurs, de « bon père de famille ». Ce sont eux qui décident pour toute la société. Très à l'aise dans ces rôles, ils se transmettent ce modèle de génération en génération, depuis des siècles. Puisque la politique a été conçue à leur image, ils voient dans ce système de la politique (ses structures, ses traditions, ses mécanismes) une confirmation de leur socialisation de meneur, de décideur. Tout cela fonctionne selon une logique ancestrale où les hommes et les femmes ont chacun leur rôle.

C'est sur ces rôles sociaux de sexe (c'est-à-dire la formation différenciée selon les sexes des individus, relatives aux attentes et au conformisme social) que repose la société dans laquelle nous vivons. Pour fonctionner, cette société et son système reproduisent et renforcent les biais et stéréotypes, qui à leur tour encouragent les comportements souhaités dans ces rôles sociaux de sexe : tout cela est nécessaire pour que le système fonctionne.

Évidemment, ça ne veut pas dire que les femmes n'ont pas des personnalités, ou d'ambitions. Mais aussi fortes soient leurs personnalités, elles sont toujours vues en

relation avec le rôle social de sexe qui leur est attribué. Celui de leader n'est pas inscrit dans cette construction sociale traditionnelle. Et elles négocient, tant bien que mal, avec ce carcan. Le double standard avec lequel nous jugeons les femmes politiques en est la preuve. Une femme qui affiche son leadership avec trop de véhémence ne sera pas vue de la même manière qu'un homme.

Donc, les femmes vivent aussi dans ce système, et voient aussi la politique de la façon décrite plus haut. Pour y entrer, elles devront se mouler au rôle masculin, ce qui ne va pas de soi : peuvent-elles s'identifier au rôle de père de famille? À la joute oratoire sportive affichée dans les échanges entre parlementaires? À la culture guerrière qui oppose les partis ?

La réponse est généralement non.

Viser les postes décisionnels, pour des femmes, c'est aller contre la tradition, contre le rôle social de sexe qui leur est attribué depuis toujours, marqué par l'effacement de soi, le peu d'espace occupé sur la scène publique. En politique, les femmes sont dans un contre-emploi.

Dans la revue scientifique *Politique et société*, des chercheuses québécoises ont produit une synthèse des travaux portant sur les obstacles qui freinent les femmes vers l'engagement politique³. Citant de nombreuses études, les chercheuses rappellent que « la socialisation aux rôles féminins et masculins a un impact important sur les intentions des femmes de se lancer, ou non, en politique (...). C'est en quelque sorte comme si les femmes qui ont intériorisé les rôles traditionnels féminins ne percevaient pas la politique comme un lieu propice à leur épanouissement professionnel (...). De plus, le milieu politique continue à être spontanément associé aux hommes, ce qui mène à l'intériorisation de l'idée que le milieu politique est fondamentalement masculin. »⁴

³ Natalie Rinfret, Francine Tougas, Joelle Laplante and Ann M. Beaton "Être ou ne pas être en politique : quelques déterminants de l'implication des femmes." *Politique et Sociétés* 332 (2014): 3–22. DOI: 10.7202/1026662ar

⁴ *Op. cit.* p. 5

C'est peut-être ce qui explique une autre des conclusions de l'étude, et qui porte sur l'auto-évaluation des compétences par les femmes elles-mêmes : en effet, les chercheuses rapportent une étude réalisée auprès de 88 étudiants du primaire et 81 du secondaire, 141 de niveau universitaire, ainsi que de 455 membres de la population générale. Selon les réponses des femmes, « elles n'ont pas l'impression d'avoir les compétences nécessaires pour mener à bien une campagne électorale. »⁵ L'équipe de chercheuses rapporte également une étude éclairante : même des étudiantes en sciences politiques, en droit et en administration, qui doutaient déjà de leurs capacités de faire de la politique active présentent les mêmes insécurités après avoir terminé leurs études. Selon ces recherches, le facteur « compétences » est l'un des plus grands freins des femmes. Entrer en politique ne va donc pas de soi. Les femmes doivent d'abord se donner de la crédibilité à elles-mêmes pour « s'auto-recruter ».

Puisque le système social dans lequel nous vivons discrimine les femmes par la socialisation c'est donc à ce système de corriger le tir. Bien sûr tout cela prend du temps, mais si nous pouvons comprendre le retard du secteur privé, il n'est plus possible pour la politique de se soustraire à cette obligation. L'exercice de la démocratie est un droit, et en priver les femmes à cause de traditions anciennes et dépassées et une atteinte à ce droit.

Cette culture doit changer. Et pour cela, c'est à la politique, à vous, de provoquer le changement. Trop peu de femmes se présentent dans les sphères politiques ou décisionnelles. Et ceci a des conséquences, qui vont de l'inadéquation des parlements et de la politique à la vie des femmes, à la vie familiale, jusqu'à la menace sur leur intégrité que peuvent vivre certaines femmes dans les lieux du pouvoir.

Ne pas prendre de mesures pour s'assurer que les femmes font partie de la vie politique et publique à parts égales avec les hommes reconduit une culture qui les exclut de l'exercice de la vie démocratique.

⁵ *ibid.*

La discrimination positive: pour hommes, depuis toujours!

C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi les femmes elles-mêmes sont si réticentes aux mesures de correction pour faire augmenter leur nombre en politique : selon elles, le quota (ou autre mesure contraignante pour faire augmenter le nombre de femmes) renforce l'idée qu'elles ne sont pas compétentes et qu'il faudrait contourner leur incompétence pour qu'elles entrent en politique.

Pourtant, plusieurs hommes incompétents se sont lancés en politique. Ça ne les a jamais empêchés de se présenter, d'être choisis par un parti, et de se faire élire.

Cette conception que les femmes ont d'elles-mêmes est exactement l'illustration de la socialisation des femmes dont je parlais, soit l'intériorisation de leur infériorité.

Force est de reconnaître que le système dans lequel nous vivons depuis toujours favorise les hommes, en raison de la culture politique modelée par l'histoire et les traditions. On peut dire que, par défaut, les hommes bénéficient depuis toujours de quotas : ils se choisissent entre eux, sont recrutés dans des réseaux traditionnels, sont sélectionnés en fonction de leurs contacts, parfois de leurs moyens financiers. Ils maintiennent des mécanismes et des traditions qui les soutiennent. Pourtant, personne ne se pose de questions sur les compétences.

Pendant tout ce temps à pratiquer et concevoir le pouvoir entre hommes, le système a défavorisé, voire laissé tomber les femmes.

La responsabilité des institutions

Les partis sont les vecteurs de candidatures. Ce sont eux qui recrutent les candidates et candidats, mais ils ne sont toujours pas capables de suffisamment modifier leurs mécanismes pour faire élire plus de femmes. Un constat s'impose : ils ne changeront pas leur façon de faire s'ils n'y sont pas obligés.

Il faut donc que les institutions politiques (assemblée nationale, partis politiques) s'obligent ouvertement à la parité femmes-hommes. Qu'ils publicisent cette volonté, qu'ils la décrètent obligatoire. Qu'ils légifèrent en la matière.

En termes de recommandations, cela veut dire :

- Concevoir une Loi sur la parité, qui contraindrait tous les partis à présenter des listes paritaires de candidates et candidats;
- Selon cette Loi, les partis se verront refuser leurs listes si elles n'affichent pas la parité;
- Inscrire dans la loi l'obligation de la parité au Conseil des ministres;
- Dédier un financement au recrutement des femmes ;
- Répertorier les meilleures pratiques en matière d'accès à la politique pour les femmes : (binômes, députés substitués, vote à distance, visioconférence et usage des nouvelles technologies⁶)

Élections 2018 : une mesure immédiate

S'il y a une seule mesure à adopter aujourd'hui pour attirer plus de femmes à se porter candidates pour l'élection de 2018, c'est celle-ci : s'engager à légiférer sur la parité pour le prochain mandat. Il y a fort parier que cet engagement incitera les femmes à faire confiance au gouvernement qui réalisera cette loi, et se sentiront appelées à prendre part à la vie parlementaire. Faire une loi sur la parité obligera toute la classe politique et les partis, ainsi que les institutions politiques à se mobiliser : le message sera clair, et portera ses fruits en 2018, et au fur et à mesure des prochaines élections.

Pour une parité inclusive

Les changements proposés ci-haut visent à atteindre une parité femmes-hommes dans les instances politiques. Il est entendu qu'en 2018, ces changements doivent être faits dans une perspective inclusive, et qu'il faut se soucier de donner à la politique les visages de la diversité qui composent la population québécoise.

Comment y arriver ?

Plusieurs outils ont été développés dans les milieux de travail, comme les programmes d'accès à l'égalité, qui, s'ils étaient dûment appliqués, donneraient des résultats. Peut-être pourrait-on s'en inspirer pour mettre sur pied un plan d'action visant une plus juste

⁶ Voir Femmes et politique : facteurs d'influence, mesures incitatives et exposé de la situation québécoise, collection études électorales, Directeur général des élections, 2014. Cette étude du DGE fait le tour complet de toutes les mesures adoptées à l'international pour pouvoir prendre des décisions éclairées au Québec. Il est fortement recommandé de s'inspirer de ce document pour élaborer un projet de loi sur la parité.

représentation politique. On pourrait aussi inscrire la diversité dans les listes de candidatures. Quelle que soit la démarche qui sera entreprise, elle doit se développer en fonction de ces deux objectifs : plus de femmes, plus de diversité. Faudra-t-il se donner des cibles, des obligations de résultat ? La discrimination est systémique pour les femmes, dont celles que l'on dit issues des minorités ou de la diversité. Un projet de parité doit concevoir ces deux réalités dans le même mouvement.

Comme pour les femmes, il faut aller chercher les membres des communautés où ils sont, dans les milieux communautaires, par exemple, ou scolaires. Il va de soi qu'on doit connaître ces milieux, s'intéresser aux différentes cultures pour être en mesure de recruter de futures politiciennes.

La parité ne peut pas être qu'une simple assimilation au modèle dominant. C'est souvent le principal reproche que l'on fait aux féministes paritaires : appuyer un modèle d'assimilation plutôt que de transformation. Cette critique est juste : s'il s'agit d'avoir 125 députés qui se ressemblent tous, qui parlent le même langage, qui proviennent des mêmes milieux, nous ne serons pas plus avancés socialement.

Aujourd'hui, c'est encore sur les femmes elles-mêmes, quels que soient leurs origines, que repose le fardeau de l'intégration. Or un gouvernement et un parlement qui constatent un déficit de femmes députées doit se mobiliser pour trouver des solutions : à vous de prendre les devants.